

AU MALI

SEMENCES LOCALES, ENGRAIS BIOLOGIQUES ET CIRCUITS COURTS



Les maraîchers de la région de Kayes ont réduit de 30 à 40 % le coût des intrants et ont obtenu des espaces de vente stratégiques. Leurs revenus ont augmenté de 20 % en 3 ans.

Dans le cadre d'un projet porté par :



RHK Réseau des horticulteurs de Kayes



GRDR Migration-Citoyenneté-Développement

Demande en fruits et légumes frais non satisfaite localement

Au Mali, la production horticole ne permet pas de satisfaire la demande locale, notamment sur le marché de la ville de Kayes. Depuis le début des années 2000, la population de la région de Kayes augmente à un taux de 3 % par an et les besoins alimentaires se diversifient entraînant une plus grande consommation de fruits et légumes. L'oignon, en particulier, est fondamental dans les plats préparés par les citadins. Le gombo est aussi très apprécié pour donner du liant aux sauces qui accompagnent tous les plats. Côté fruits, la demande en banane est en plein essor.

La région de Kayes se désenclave de plus en plus grâce au développement d'axes routiers, et les produits extérieurs arrivent facilement. Les producteurs locaux peinent à maintenir leur position sur le marché. Le maraîchage, occupant plus de 80 % des femmes actives vivant près d'un point d'eau, constitue un important levier de lutte contre la pauvreté.

Avec son partenaire le GRDR, le Réseau des horticulteurs de Kayes (RHK) mise sur la réduction drastique des coûts des engrais et des semences, sans baisse de la qualité. Grâce aux semences locales et aux techniques d'agroécologie tropicale, les producteurs horticoles de la région de Kayes limitent leur dépendance aux firmes productrices d'intrants.

Des semences locales qui rendent leur autonomie aux paysans

Dans la région de Kayes, la semence d'oignon était la chasse gardée des firmes semencières et le goulot d'étranglement des agriculteurs : les semences hybrides F1¹ d'oignons obligeaient à un renouvellement coûteux chaque année. Grâce à des formations à la production biologique de semences et à l'implication de la recherche agronomique et du service semencier national, les organisations membres du RHK ont repris en main le marché des semences d'oignon « Violet de Galmi ».

Les producteurs peuvent acheter au RHK les semences locales biologiques d'oignons à 3 500 FCFA les 100 grammes contre 6 000 FCFA pour les semences produites par les firmes étrangères.

Pour la certification, le RHK envoie les semences aux services semenciers. Même si le coût de l'envoi pose problème (il n'existe pas d'antenne à Kayes), cette certification est un gage de sécurité dans la lutte engagée avec les firmes étrangères qui tentent d'imposer les semences hybrides.

Par ailleurs, les services semenciers vendent directement plus de 70 % des semences. Le RHK écoule les 30 % restants et ses ventes progressent d'année en année. En 2013, il a commercialisé 140 kilos de semences certifiées de « Violet de Galmi », pour un chiffre d'affaires de 8 000 euros (contre 121 kilos pour 7 400 euros en 2011).

L'impact dépasse largement ce seul aspect de rentabilité de l'activité semencière : pour les cultivateurs, l'accès à des semences abordables et de bonne qualité est crucial. Aujourd'hui, le RHK fournit à ses membres 80 % de leurs semences, ce qui a fait baisser les coûts de production de l'oignon. Et la qualité de ces semences, leur adaptation aux conditions locales, ont permis d'augmenter les rendements.

Concernant le gombo, grâce à une collaboration avec la recherche, 50 kilos de graines de base pour la production de semences paysannes certifiées ont été achetés en 2013 par les semenciers membres du Réseau horticole.

Le RHK envisage de créer un répertoire des semences locales maraîchères. Les variétés anciennes sont prisées par les consommateurs qui connaissent leurs propriétés².

¹ Première génération issue d'un croisement, les semences F1 cumulent les propriétés intéressantes des deux individus croisés. En revanche, les propriétés se perdent si on les ressemence, les propriétés des semences F2 sont aléatoires.

² Exemple du gombo : la variété aujourd'hui la plus commercialisée, le Climson Spineless, est une variété étrangère hybride plus productive mais moins gluante. Il en faut donc davantage dans un plat pour obtenir le même effet qu'une variété ancienne comme le Torigan. Si les deux variétés sont sur le marché, les femmes achètent le Torigan.

Large diffusion des techniques d'agroécologie tropicale

Le RHK et le GRDR produisent régulièrement des émissions de radio pour sensibiliser aux dangers de l'utilisation non maîtrisée des pesticides et des engrais chimiques et pour vulgariser les techniques de fumure organique et de biopesticides (à base de neem, de piment, d'ail et de gingembre)³.

Lors d'un précédent projet, des producteurs maraîchers des 7 cercles de la région se sont formés aux techniques d'agroécologie tropicale. Parmi eux, le RHK a formé deux « formateurs endogènes ». Les producteurs ayant entendu parler d'agroécologie les sollicitent directement. Entre 2011 et 2014, 2 800 personnes de la région se sont ainsi formées en agroécologie tropicale⁴, essentiellement des femmes qui exploitent des périmètres collectifs.

Les formateurs ont par exemple réalisé des fosses à compost à titre pédagogique et, dès la première année, les paysans en ont réalisé, de manière spontanée, 64 autres. Cette technique de productions d'engrais biologiques ne nécessite pas de fosse profonde mais des andains⁵ retournables. C'est l'innovation du projet que les producteurs se sont le mieux appropriée. Certes, des freins existent : mobilité du bétail, concurrence dans l'utilisation des sous-produits de l'élevage, difficulté de conditionnement des engrais organiques (les micro-organismes altèrent les emballages) et des biopesticides (temps de rémanence limité).⁶ Mais la baisse drastique de commande d'engrais chimique auprès du RHK (moins 35 % la première année du projet) atteste d'un net changement dans les pratiques de fertilisation en faveur du compost.

Les producteurs utilisent moins d'intrants chimiques et économisent 30 à 40 % de leurs charges de campagne. L'utilisation d'intrants biologiques garantit aussi la qualité et la conservation des produits. En effet, comme les engrais chimiques accélèrent le pourrissement de l'oignon, les techniques de fertilisation organiques jouent aussi en faveur d'une régulation du marché de l'oignon grâce au stockage.

Agir en amont et en aval pour réguler le marché de l'oignon

Il y a quelques années, toute la production d'oignons arrivait sur le marché en février-mars à des prix très bas (200 FCFA le kilo). Le reste de l'année, ce sont des oignons principalement importés des Pays-Bas et vendus environ 600 FCFA le kilo qui étaient proposés aux consommateurs. Le RHK a aujourd'hui amorcé la régulation du marché grâce à deux stratégies.

Il a installé à Djimékon, importante zone de production d'oignons, un champ école de culture d'oignons à partir de bulbilles⁷. Des stages d'apprentissage y sont organisés pour maîtriser le conditionnement, le semis, et la récolte des bulbilles. Ces derniers seront ensuite plantés en septembre et les oignons à maturité arrivent sur le marché en décembre, lorsque le prix est avantageux. Le procédé présente l'avantage de n'occasionner aucun surcoût.

³ Voir en ligne, les trames d'intervention pour les émissions de radio sur

alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/reseau-horticulteurs-kayes-emissions-radios-agroecologie-tropicale.pdf

⁴ Le RHK a fait de l'agroécologie tropicale une ligne directrice de toutes ses actions de renforcement de capacités, que ce soit dans la promotion de la culture de banane au Sud de la région ou, au Nord, dans les formations en adaptation au changement climatique.

⁵ L'andain est une bande continue de matériel végétal laissée sur le sol après le passage d'une faucheuse.

⁶ Mobilité du bétail, concurrence dans l'utilisation des sous-produits de l'élevage, difficulté de conditionnement des engrais organiques (les micro-organismes altèrent les emballages) et des biopesticides (temps de rémanence limité).

⁷ Bourgeon renflé destiné à se détacher de la plante qui l'a produit et à donner naissance à une nouvelle plante

Par ailleurs, il a construit 3 prototypes de cases de conservation communautaire d'oignons à Djimékon, Samé et Nioro. Fabriquées en bambous et facilement reproductibles, elles sont aérées et ont une capacité de stockage de 20 à 25 tonnes. Les pertes par pourriture sont de l'ordre de 20 % sur 6 mois contre 30 % dans les cases de conservation classiques fermées. Le gardiennage est indispensable tout au long de la période de stockage mais comme la case est collective, cela ne pose pas de problème majeur.

Résultat : l'oignon malien est présent sur le marché sur une plus grande période (9 mois au lieu de 2 ou 3 mois), au bénéfice des consommateurs qui disposent d'un produit de meilleure qualité.

Des circuits courts vers les entreprises

À la périphérie de la ville de Kayes, les membres du RHK souhaitent développer la commercialisation en circuit court (producteur – consommateur) de leurs produits issus d'une agriculture biologique. Ils pourraient ainsi obtenir de meilleures marges qu'avec la vente « bord champs » à des intermédiaires.

La région de Kayes étant une importante zone minière, le RHK s'est rapproché des grandes entreprises de la zone. Situées en zones rurales, elles s'approvisionnent pour le moment en produits importés.

Les producteurs de Diamou et de Bafoulafé ont réussi à organiser un marché au sein de la cimenterie Diamond Cement (société indienne de 400 salariés). Le directeur a accordé un espace pour aménager un marché attenant à l'usine et mis à disposition des véhicules pour son approvisionnement chaque dimanche. Les deux premiers mois de fonctionnement ont permis la vente de 366 tonnes de fruits et légumes (96 tonnes d'oignons, 36 tonnes de tomates, 88 tonnes de chou, 38 tonnes de gombo, 81 tonnes de piment et 28 tonnes de bananes) pour environ 62 millions de francs CFA (95 000 euros).

En 2014, le RHK négocie également un accord avec la Société des Mines d'Or de Loulou dans le cercle de Kéniéba.



Départ des producteurs pour la cimenterie et premier jour de marché © RHK

Une alliance multi-acteurs pour se faire une place

Le marché de Kayes, lieu principal d’acheminement des fruits et légumes, ne dispose d’aucune place pour la vente dans de bonnes conditions sanitaires. L’absence d’emplacement dédié entraîne des manques à gagner au profit d’intermédiaires.

Une commission régionale regroupe des organisations paysannes, les services agricoles de l’État, le GRDR et est présidée par le RHK. Elle a été mise en place pour chercher une place aménagée de fruits et légumes. La commission a mené un plaidoyer auprès de la mairie de Kayes, qui a donné un accord officiel. Mais les modalités d’aménagement doivent être précisées car d’autres opérateurs font valoir leurs titres de propriété. Quoiqu’il en soit, ce résultat est une preuve de l’influence que peuvent avoir les alliances d’organisations de la société civile.

Par ailleurs, le RHK a besoin d’alliés de poids sur la question des semences car il rentre en concurrence avec de grandes firmes étrangères⁸.

Un réseau dense et structuré pour peser sur les politiques

Le RHK regroupe 96 organisations membres et 24 000 producteurs. Dans chaque cercle de la région de Kayes, un comité technique est constitué avec 4 organisations membres du RHK, des salariés du GRDR et le secrétaire de la chambre d’agriculture. Ils se réunissent une fois par mois pour aborder les problèmes touchant l’horticulture.

A l’échelle du programme, un comité de suivi se réunit tous les 6 mois. Il est composé du GRDR, de la chambre régionale d’agriculture de Kayes, du conseil régional de Kayes, des services techniques de l’État intervenant dans l’appui au monde rural et de la recherche agronomique de Samé.

Avec la décentralisation, le contexte institutionnel a changé et les actions de plaidoyer s’adressent à l’Assemblée régionale de Kayes. Le RHK se positionne comme un défenseur des intérêts des producteurs pour accéder aux marchés.

Points forts	Freins
<ul style="list-style-type: none"> • Forte demande de fruits et légumes • Partenariat étroit avec les services semenciers de l’État • Large diffusion des semences locales et des techniques de production d’engrais organique 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de soutien de l’État • Situation politique et sécuritaire instable • Population peu sensibilisée à l’argument « santé » des produits biologiques • Pas de conditionnement adapté aux engrais organiques et biopesticides

Pour creuser le sujet :

Fiche projet, *Appui à la production horticole biologique dans la région de Kayes au Mali*, 2011
 Témoignage, *Ibrahim Sarr nous parle des intrants biologiques de la région de Kayes au Mali*, 2013

⁸ Au Niger, un bras de fer a été engagé en 2008 entre ces firmes et les producteurs de la semence d’oignon « violet de Galmi ».

Témoignage, *La première AMAP du Bénin nourrit déjà 300 familles. Son fondateur nous raconte*, 2013

Article, *Enjeux de préservation des « semences paysannes » de sorgho en Mauritanie*, 2011

Fiche innovation, *Concertation et vente directe de produits maraîchers*, 2014

Découvrez d'autres témoignages et fiches innovations sur la promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest sur **alimenterre.org**, ou retrouvez-nous sur **cfsi.asso.fr**

CONTACTS

I PORTEUR DU PROJET

Réseau des horticulteurs de Kayes, Issiaka Magassa : [issakk6\[at\]yahoo.fr](mailto:issakk6@yahoo.fr)

I PARTENAIRE

GRDR www.grdr.org

I AUTEUR

Hélène Basquin © CFSI

I PHOTOS

© RHK

I DATE DE PUBLICATION

mai 2014

Ce projet a bénéficié de financements de la Fondation de France dans le cadre du programme *« Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest »* (PAFAO, appel 2010 et 2011). Voir les fiches projet : [2010](#) et [2011](#).

Le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest est porté par la Fondation de France et le CFSI. Il bénéficie de la contribution financière de la Fondation JM. Bruneau (sous égide de la Fondation de France), de la Fondation Ensemble, de la Fondation L'OCCITANE et de l'Agence Française de Développement. La SEED Foundation et la Fondation Un monde par tous participent également au volet capitalisation du programme.



FONDATION JM. BRUNEAU
Sous l'égide de la Fondation de France

